

Enquête Nationale sur le Secteur Informel 2007

Principaux résultats

Décembre 2009

Le Haut-commissariat au Plan a réalisé en 2007 une enquête d'envergure sur le secteur informel, la deuxième du genre après celle de 1999.

Cette enquête a pour principaux objectifs l'actualisation des informations sur les caractéristiques des unités de production informelles et l'évaluation de la contribution de ce secteur à la production et à l'emploi. Elle fournit, en particulier, les informations nécessaires à l'intégration du secteur informel dans les comptes nationaux.

Le champ couvert est constitué de toutes les unités de production non agricoles qui ne disposent pas d'une comptabilité (conformément à l'organisation comptable en vigueur au Maroc). Il est important de préciser que l'informel tel qu'il est défini dans l'enquête n'inclut pas les activités illicites ou illégales telles que la contrebande, la drogue, etc.

La réalisation de cette enquête a nécessité une approche particulière pour l'identification des unités informelles et ce, en raison de l'absence d'une base de sondage. Cette approche en deux phases a consisté d'abord à identifier un échantillon des unités de production informelles à partir de l'enquête nationale sur l'emploi et d'enquêter dans une deuxième phase, les unités identifiées. Au total, un échantillon représentatif de 10259 unités de production informelles a été enquêté.

Pour tenir compte des variations saisonnières, la collecte des données sur le terrain s'est étalée sur une période d'une année entière, de décembre 2006 à novembre 2007.

Parmi les principales nouveautés de cette enquête par rapport à la précédente :

- l'ajout d'un nouveau module sur les conditions de création de l'unité informelle et les sources de financement ;

- l'adoption d'un échantillon basé sur le nouvel échantillon maître élaboré à partir des données du recensement général de la population et de l'habitat de 2004.

En termes de moyens, la réalisation de cette enquête a nécessité la mobilisation d'une équipe de 25 cadres ingénieurs, 72 techniciens, 23 agents de soutien et une trentaine de véhicules.

Principaux résultats de l'enquête

Les données de l'enquête montrent que le nombre d'unités de production informelles (UPI) en 2007 s'élève à 1,55 millions unités contre 1,23 millions en 1999, soit une création nette de 320000 unités en l'espace de 8 ans ou 40000 unités par an. 72% de ces unités exercent en zones urbaines.

Malgré l'augmentation de l'effectif des UPI, la proportion des ménages qui dépendent des revenus des activités informelles a baissé de 18,2% en 1999 à 14,3% en 2007. Une telle diminution est encore plus prononcée dans les villes où ce taux est passé de 21,8% à 16,5%. Le corollaire de cette évolution traduirait une poussée relativement plus importante du secteur formel au cours de la même période.

Par région, le Grand Casablanca concentre 14,3% des UPI (contre 12,8% en 1999) suivi de Marrakech-Tensift-Al Haouz avec 13,4% (contre 9,5%).

Avec 889,8 mille unités (soit 57,4%), le Commerce continue à dominer le secteur informel. Il est suivi des Services, avec 309,5 mille unités (20%), de l'Industrie avec 267 mille unités (17,2%) et du BTP avec 84 mille unités (5,4%). Cette structure sectorielle a connu une légère évolution par rapport à 1999, la part du Commerce a augmenté de 4,6 points au détriment de l'Industrie dont la part est passée de 20,9% à 17,2%.

La structure sectorielle des UPI montre certaines disparités régionales. Le poids du BTP varie de 1% au niveau de l'Oriental à 13,1% au niveau de Tanger-Tétouan. Le commerce représente 69,3% des UPI dans l'oriental et 52,2% dans la région de Tadla-Azilal. Le poids de l'industrie varie de 9,7% dans l'Oriental à 24,5% dans la région de

Marrakech-Tensift-Al Haouz. Enfin, les Services représentent 17,6% des UPI du Grand Casablanca et 22,7% des UPI de la région de Souss-Massa Daraa.

Caractéristiques des unités de production informelles

Près de la moitié des UPI (49,2%) ne disposent pas de local fixe, 44,1% possèdent un local et 6,7% exercent à domicile. Cette dernière proportion a connu une baisse importante depuis 1999 où elle était de 11,1%.

L'enregistrement administratif est peu répandu dans le secteur informel, la part des UPI disposant de la patente s'élève à 18,6%, en baisse de 4,7 points par rapport à 1999. Le BTP enregistre la plus faible proportion, 6,2% (contre 3,5% en 1999). La plus forte proportion est enregistrée au niveau du commerce avec 20,6%, en baisse notable, cependant par rapport à 1999 (29%).

Parmi les UPI disposant d'un local, la proportion de celles enregistrées sur le fichier de la patente a baissée de 55,6% en 1999 à 40% en 2007.

Selon l'âge, la proportion des chefs des UPI âgés de moins de 35 ans a baissé de 35,3% à 31,5% ; celle des 35 à 59 ans a, par contre, augmenté de 53,2% à 59,2%.

Cette structure est relativement plus jeune que celle des actifs occupés travaillant pour leur compte propre au niveau de l'emploi non agricole global où la part des moins de 35 ans était de 26% en 2007.

La présence féminine parmi les chefs des UPI reste faible, seulement une UPI sur dix est dirigée par une femme. Cette proportion varie largement d'un secteur à l'autre, elle est de 28,8% dans l'industrie (en forte baisse par rapport à son niveau de 37% enregistré en 1999) et est quasiment nulle dans le BTP.

Par ailleurs, les UPI sont de très petites tailles. En termes d'emploi, les $\frac{3}{4}$ des UPI emploient une seule personne, 17,7%, deux personnes et 4,5%, trois personnes. La taille moyenne est de 1,4 personne, en légère baisse par rapport à 1999 (1,5). Par secteur, la taille moyenne varie de 1,3 pour le commerce à 1,8 personne pour l'industrie.

Malgré la baisse en termes d'emplois, la taille moyenne des UPI a augmenté de 34% en termes de chiffres d'affaires (de 134885 DH à 180559 DH en moyenne annuelle) et de 32% en termes de production (de 52674 DH à 69592 DH en moyenne annuelle).

L'une des nouveautés de l'enquête de 2007 est la collecte des données sur le financement des UPI. Il ressort de ces données que la majorité des UPI ont été créées grâce à une épargne personnelle de leurs propriétaires (56,4%) ou par des crédits non institutionnels (19%). Le recours au crédit bancaire reste très faible (1,1%).

Poids du secteur informel

Poids en matière d'emploi

Entre 1999 et 2007, le volume de l'emploi dans le secteur informel est passé de 1,902 millions à 2,216 millions de postes, soit une création nette de 314,2 mille postes d'emploi au cours de cette période ou une création annuelle de 39,3 mille postes. Le commerce à lui seul concentre plus de la moitié des emplois informels, soit 53,2% (contre 48,2% en 1999) ; l'industrie concentre 21,4% et les services 19%.

En 2007, la part de l'emploi du secteur informel dans l'emploi non agricole global était de 37,3% (contre 39% en 1999). Cette proportion varie largement selon les secteurs, elle est de 81% (contre 91,2% en 1999) dans le commerce, de 34,5% (contre 36,8%) dans l'industrie, de 18,6% (contre 18,8%) dans les services et de 17% (contre 23,6%) dans le BTP. La « formalisation » de l'emploi a été la plus importante dans les secteurs du BTP et du commerce.

Selon le statut dans l'emploi, le salariat est peu répandu dans le secteur informel, les salariés ne représentaient en 2007 que 15,8% de l'emploi du secteur contre 66,7% dans l'emploi non agricole global.

L'emploi dans le secteur informel est relativement peu féminisé, la part de l'emploi féminin se situe en 2007 à 10,8%, contre 18,6% pour l'ensemble de l'emploi non

agricole global. Cependant, de grandes disparités sont enregistrées par secteur, la femme occupe un emploi sur 4 dans l'industrie et est quasi absente dans le BTP.

Poids en matière de chiffre d'affaires

Les unités du secteur informel ont réalisé en 2007 un chiffre d'affaires global de 279,9 milliards de DH, en hausse de 68,3% par rapport au niveau de 1999. 77,3% de ce chiffre d'affaires est réalisé par le commerce, 11,5% par l'Industrie, 6,8% par les services et 4,4% par le BTP. Cette structure n'a pas connu de changement significatif depuis 1999.

Poids en matière de production

En 2007, les activités informelles ont réalisé une production de 107,9 milliards DH contre 64,9 milliards DH en 1999, enregistrant ainsi une croissance moyenne de 6,5% par an, un rythme légèrement supérieur à celui de la production nationale dans sa globalité (6,2%).

Le secteur du commerce prédomine dans la production du secteur informel avec une part de 41,7%. L'industrie, les services et le BTP contribuent à cette production à hauteur de 29,6%, 17,4% et 11,4% respectivement. Par rapport à 1999, les contributions de l'industrie et du BTP ont augmenté de 3,7 et 1,4 points respectivement, alors que celle des services a régressé de 4,3 points.

En comparant ces résultats de l'enquête avec l'évolution des comptes nationaux, la contribution du secteur informel au Produit Intérieur Brut (PIB) serait en 2007 de 14,3% contre 16,3% en 1999.

En conclusion,

- 40000 unités de production informelles sont créées chaque année, dont 72% en zones urbaines.

- La proportion des ménages qui dépendent des revenus des activités informelles a baissé de 18,2% en 1999 à 14,3% en 2007.
- Le commerce domine le secteur avec 57,4% des unités de production informelles, 53,2% de l'emploi et 77,3% du chiffre d'affaires.
- 18,6% des UPI globalement et 40% parmi celle disposant d'un local sont enregistrés sur le fichier de la patente.
- Une UPI sur dix est dirigée par une femme.
- Les UPI emploient une seule personne pour 75% d'entre elles et réalisent en moyenne un chiffre d'affaires de 180559 DH.
- Le recours au crédit bancaire pour la création de l'unité reste très faible, 1,1%.
- Entre 1999 et 2007, la part de l'emploi informel est passée de 91,2% à 81% dans le commerce et de 17% à 23,6% dans le BTP.
- En 2007, le secteur informel contribue pour 37,3% à l'emploi non agricole global (contre 39% en 1999) et pour 14,3% au PIB (contre 16,3% en 1999).

Annexes